

1ère Conférence Régionale Gouvernance & Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée

Projet labellisé par l'Union pour la Méditerranée

Conférence organisée en coopération avec le projet SWIM-SM financé par l'UE

28-30 Octobre 2014

Athènes, Grèce

Lieu: Musée de l'Acropole et Hôtel Divani Acropolis

Note d'Information

But & Cadre de la Conférence

La 1ère Conférence Régionale du Projet labellisé par l'Union pour la Méditerranée (UpM) « *Gouvernance et Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée* » est organisée en collaboration avec le projet financé par l'UE « *Gestion Intégrée Durable de l'Eau - Mécanisme de Soutien (SWIM-SM)* », à Athènes, Grèce, les 28-30 Octobre 2014.

La Conférence vise à renforcer le Dialogue Régional sur les Politiques, initié lors du Lancement du projet en mai 2013, et le partage d'expériences et des meilleures pratiques sur le nexus gouvernance et financement durable de l'eau, en rassemblant des parties prenantes Méditerranéennes ciblées du secteur de l'eau mais aussi en dehors, y compris les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé.

Plus précisément, le but de la Conférence Régionale est de:

- présenter et diffuser largement les résultats des Dialogues sur les Politiques de l'Eau menés en Jordanie et en Tunisie au cours de la première année de mise en œuvre du projet (2013-2014) et discuter la voie à suivre pour la deuxième année;
- présenter les travaux réalisés et en cours sur le financement de l'eau menés par SWIM-SM, notamment dans la perspective de l'achèvement du projet (décembre 2014) et la prochaine phase potentielle de travail;
- partager les expériences et les points de vue sur les mécanismes de financement durables pour les infrastructures d'eau et identifier les moyens pour promouvoir l'action, à la fois au niveau des politiques et leur mise en œuvre, y compris une plate-forme régionale d'acteurs du secteur public, privé et de la société civile;
- explorer les synergies (existantes et à venir) avec des initiatives et projets connexes, ainsi que le rôle de thèmes transversaux (par exemple genre, intégrité, droits, etc.) dans la ligne de travail sur la gouvernance de l'eau et le financement.

La Conférence régionale est d'intérêt pour:

- Les représentants des autorités gouvernementales concernées par les services de l'eau et les partenariats publics-privés (PPP)
- Les représentants des services de l'eau et des eaux usées
- Les représentants du secteur privé ayant un intérêt pour les PPP dans le secteur de l'eau
- Les représentants d'organisations de parties prenantes nationales et régionales, y compris les organisations de la société civile
- Les institutions et les organisations Régionales et Internationales
- Les représentants d'institutions de bailleurs de fonds et de financement actives dans le domaine de l'eau dans la Région Méditerranéenne

La Conférence constitue une partie intégrante du projet régional « *Gouvernance et Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée* » qui a été officiellement labellisé dans le cadre de l'UpM et est mis en œuvre conjointement par le Global Water Partnership - Méditerranée (GWP-Med) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

La Conférence est organisée en étroite collaboration avec le projet « Gestion Intégrée Durable de l'Eau – Mécanisme de Soutien (SWIM-SM) » financé par l'UE et mis en œuvre par un Consortium de partenaires dirigé par LDK Consultants SA.

La conférence est soutenue par l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (SIDA) et par la Commission Européenne et sera menée en partenariat stratégique avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le programme MedPartnership du FEM / PAM PNUE et la Composante Méditerranéenne de l'Initiative Eau de l'UE (MED EUWI).

Les sessions de la Conférence se tiendront au Musée de l'Acropole et à l'Hôtel Divani Acropolis. Le GWP-Med est le principal organisateur de l'événement. Les langues de travail de la Conférence seront l'anglais et le français.

Informations et état actuel du projet de l'UpM et du projet SWIM-SM

Gouvernance et Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée

Ce projet régional de durée de trois ans (mi-2013 - mi 2016) vise à diagnostiquer les goulots d'étranglement clés de la gouvernance en relation avec la mobilisation de financements pour le secteur de l'eau en Méditerranée à travers des Partenariats Publics-Privés (PPP) et à soutenir l'élaboration de plans d'action consensuels basés sur les bonnes pratiques internationales.

La labellisation officielle du projet par l'Union pour la Méditerranée (UpM) en 2012 grâce à son approbation par ses 43 membres, montre un large soutien politique et une reconnaissance claire du potentiel du projet à offrir des avantages concrets pour les citoyens et l'environnement de la Méditerranée et de contribuer à la stabilité régionale. Il est mis en œuvre par le Global Water Partnership-Méditerranée (GWP-Med) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

Le partenariat stratégique avec l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (SIDA) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a été important pour le lancement de ce projet régional et pour sa mise en œuvre. Le soutien constant, déjà reçu depuis 2009, par le programme MedPartnership du FEM / PAM PNUE et la Composante Méditerranéenne de l'Initiative Eau de l'UE (MED EUWI) a joué un rôle essentiel pour la concrétisation de la ligne de travail du projet.

Avec la présence de plus d'une centaine de parties prenantes, parmi lesquelles trois Ministres et un Ministre-Adjoint, indiquant un fort soutien politique, le projet « *Gouvernance et Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée* » a été officiellement lancé les 28-29 mai 2013, au siège du Secrétariat de l'UpM, à Barcelone, en Espagne.

Au niveau national, en Jordanie et en Tunisie, des dialogues sur les Politiques de l'Eau ont été réalisés au cours de 2013-2014 et achevés en Juin 2014. Le résultat tangible de ces dialogues sur les politiques effectués avec la participation de multiples parties prenantes est l'élaboration de deux rapports nationaux spécifiques à chaque pays sur les Défis de la Gouvernance en relation avec la Participation du Secteur

Privé dans le domaine de l'Eau. Ces rapports comprennent un diagnostic des goulots d'étranglement clés de la gouvernance à la participation du secteur privé (PSP) dans l'approvisionnement en eau et en assainissement ainsi que des recommandations politiques concrètes et un plan d'action pour les surmonter. Du travail similaire a été conduit jusqu'à présent en Palestine (à compléter d'ici Juin 2015), et deux autres pays sont actuellement en cours d'exploration pour la période 2014-2015. En plus de la Jordanie, la Tunisie et la Palestine, l'Albanie, l'Egypte, le Liban et le Maroc ont fourni des lettres officielles de soutien pour être impliqués dans la conduite d'un travail national similaire.

Au niveau régional, la Conférence des 28-30 Octobre représente l'événement régional annuel du projet constituant une plate-forme pour le partage d'expériences et de connaissances, tout en présentant les résultats du travail analytique mené au niveau national.

Projet « Gestion Intégrée Durable de l'Eau – Mécanisme de Soutien (SWIM-SM) »

Le Programme « Gestion Intégrée Durable de l'Eau (SWIM) » est un Programme Régional d'Assistance Technique lancé par la Commission Européenne pour contribuer à la large diffusion et à l'application effective des politiques et des pratiques de gestion durable de l'eau dans la région sud-méditerranéenne.

Le Mécanisme de Soutien du SWIM (SWIM-SM) est la Composante du Programme qui fournit de l'Assistance Technique Régionale aux pays partenaires. SWIM-SM comprend la Gouvernance entre ses quatre domaines d'intervention. Il est mis en œuvre par un Consortium de partenaires dirigé par LDK Consultants SA et est techniquement dirigé par le GWP-Med.

Le traitement et la réutilisation des eaux usées ont été identifiés parmi les actions prioritaires demandées par les pays partenaires (PP) de SWIM-SM pendant la phase de lancement et solidement inclus dans les travaux du projet en tant qu'un de ses piliers thématiques (i.e. ressources en eau non conventionnelles). En conséquence, plusieurs activités (rapports, évaluations des politiques, formations, circuits d'études, compilation des meilleures pratiques ...) ont été organisées / complétées pendant les années de mise en œuvre et sont prévues pour la durée restante du projet.

Le manque de ressources a été identifié de façon évidente dans les recommandations / conclusions des activités de SWIM-SM comme un obstacle pour le développement du traitement et de la réutilisation des eaux usées dans les PP de SWIM. Ceci en cohérence totale avec l'ébauche de la Stratégie pour l'Eau en Méditerranée, élaboré dans le cadre de l'UpM, où le financement dans le secteur de l'eau a émergé comme un sujet prioritaire pour le développement des capacités dans la région. Pour soutenir la mobilisation des ressources, le besoin d'un transfert des connaissances et d'expériences était évident ainsi que l'assistance à faciliter l'engagement entre secteur public, secteur privé, société civile et institutions financières internationales pour un dialogue constructif autour de la mobilisation des ressources.

Afin de servir au mieux les priorités des PP sous le thème du traitement et de la réutilisation des eaux usées et afin de renforcer les synergies avec les initiatives et les projets en cours, avec l'objectif global de développer la capacité des PP dans la mobilisation des ressources pour les investissements de dépollution et d'engager les parties prenantes dans le dialogue, l'organisation d'une conférence régionale a été incluse dans le plan de travail de SWIM-SM (activité 2.2.8). Compte tenu de la convergence thématique entre cette conférence et celle du projet labellisé par l'UpM, une synergie a été mise en place entre les deux projets, visant à renforcer l'engagement entre les acteurs de l'eau et du financement, afin d'identifier les besoins en capacité pour les interventions futures et enfin, surtout, de contribuer à la création d'une plate-forme régionale pour le financement du secteur de l'eau en Méditerranée. Cette

Conférence Régionale aura lieu les 28-30 Octobre 2014 à Athènes, en Grèce, selon les informations décrites ci-dessus.

Quelques notes relatives à la gouvernance et financement du secteur de l'eau

Le défi de l'eau est largement reconnu comme étant une interaction complexe d'une multitude de causes et effets. Dans son fond, le manque de gouvernance, la mauvaise gestion et le sous financement, jouent un rôle majeur, tout en induisant et se renforçant les uns les autres et en nuisant à la durabilité et la qualité du secteur de l'eau et de l'assainissement. Dans la région méditerranéenne, en dépit de la consécration significative des fonds publics et des flux de financement sous la forme d'aide publique au développement, prêts ou autres, les pays ont du mal et généralement n'arrivent pas à assurer les besoins financiers des stratégies de l'eau plans et des plans y afférents. En particulier, le manque en éléments de base d'un cadre d'une gouvernance adéquate, y compris la capacité d'absorption au niveau national comme au niveau local, affecte l'utilisation efficiente des fonds disponibles et la mobilisation de sources additionnelles nécessaires de ressources financières et managerielles, en particulier du secteur privé.

Le manque de gouvernance a été mis sous les projecteurs par les vagues de protestations et de manifestations appelant à de profondes réformes du cadre socio-politique, populairement connues par le Printemps Arabe et ses conséquences, qui ont placé la région méditerranéenne sur une trajectoire sans précédents avec plusieurs enjeux. Bien que les résultats et les implications à long terme sont encore à observer, l'empreinte dans la façon dont les services essentiels comme l'eau sont gérées peut facilement être sentie. Pour subvenir aux besoins de la population en services plus efficaces en approvisionnement en eau, une plus large participation des partie-prenantes, une planification et des processus d'exécutions décentralisés et ascendants (bottom-up), et plus de transparence dans les politiques et les prises de décisions sont attendus¹. D'une certaine manière, cela représente un appel à la gouvernance de l'eau dans le cadre d'une gestion intégrée qui s'attaque aux lacunes et insuffisances marquées par le manque de financement adéquat. Le récent mouvement régional a aussi mis fortement mis en exergue le besoin urgent en actions dans le but de rétablir la confiance et renforcer la l'appropriation. Les processus de consultation et les dialogues multi-parties prenantes constructifs figurent parmi les moyens effectifs pour répondre à ce besoin.

La situation est mieux comprise quand on considère le financement disponible avec les besoins financiers nécessaires en infrastructure de l'eau. Plus spécifiquement, les larges programmes d'investissement relatifs à l'eau, en cours dans la majorité des pays, ont été initialement supportés par des fonds publics. Par exemple, les gouvernements Nord Africains dépensent en moyenne entre 1 et 3,6% de leur PIB dans le secteur de l'eau², tandis que dans la période post-2005, l'eau représentait respectivement 20 à 30% des dépenses gouvernementales de l'Algérie et l'Egypte³. Des variations significatives peuvent être observées dans les dépenses publiques dans le secteur de l'eau (où l'optimum a été arrêté à 0,8% du PIB). A titre d'exemple, la Tunisie et le Liban ont réservé respectivement 1,7% et 0.5% de leur PIB pour les investissements publics dans les secteurs de l'eau et des eaux usées.

¹ Comme indiqué dans les processus lancés dans plusieurs pays pour des réformes constitutionnelles (i.e. Algérie, Jordanie, Maroc) et / ou la mise en place de nouvelles constitutions (i.e. Egypte, Tunisie). La richesse des analyses dans les articles / études connexes (y compris ceux présentés dans la presse nationale et internationale) et nombre d'ateliers / conférences reflètent également ces éléments.

² World Bank (2007), *Making the most of scarcity, Accountability for better water management in the Middle East and North Africa*

³ Ibid

En dépit de la réduction des flux de financement à travers des sources extérieures, de la priorité que les autorités nationales attribuent au secteur de l'eau (et aux infrastructures nécessaires), et des perspectives positives des pays au Sud de la méditerranée pour atteindre les objectifs internationaux relatifs à l'eau (par exemple les Objectifs Millénaires de Développement⁴), la situation dans la majorité des pays demeure difficile, avec un grand besoin pour de plus importants investissements. Toutefois, il est important de noter que, les pays Sud-Méditerranéens ne font pas face aux lacunes d'accès aux infrastructures classiques observées dans d'autres pays en voie de développement, étant donné qu'ils ont largement atteint l'accès universel aux infrastructures de base. Cependant, une importante démographie et une rapide urbanisation combinées à une transformation structurelle des économies ont engendré une forte demande en infrastructures de services auxquelles la majorité des gouvernements de la région ont du mal à faire face. Il est estimé⁵ que les pays de la région à revenu moyen, auraient besoin d'investir l'équivalent de 9,2% de leur PIB annuel durant la période de 2008- 2015 pour soutenir les perspectives de leur croissance économique. Ceci représente un effort d'investissement de 75 à 100 milliards de US \$ au total (pour toute l'infrastructure incluant l'eau et l'électricité), parmi lesquels 33% pour la maintenance des infrastructures existantes. Jusqu'à aujourd'hui, environ la moitié de ce montant a été mobilisé par les pays de la région.

Plus spécifiquement pour le secteur de l'eau, en Jordanie par exemple pour la période 2011-2013, 1 milliard de Dinars Jordaniens (environ 1,1 milliard d'Euro) a été sécurisé contre de 2,2 milliards de Dinars Jordaniens d'investissements nécessaires⁶. En se basant sur les résultats du travail conjoint du GWP-Med et de l'OCDE conduit au Liban⁷, les investissements nécessaires pour les 10 prochaines années ont été estimés à 7,7 milliards de US \$, parmi lesquelles seulement 1,6 milliards de US \$ ont été sécurisés. Le gouvernement libanais a estimé que les contributions financières à travers le budget de l'état et les aides publiques au développement ne suffiront pas à couvrir tous les besoins. Dans la même perspective de travail, le déficit financier en Egypte pour les infrastructures d'eau et d'assainissement pour la période entre 2006 et 2026 a été estimé à 169,2 milliards de Pound Egyptiens (environ 23,6 milliards d'Euros, en 2006), avec ce déficit augmentant de 45% dans une période de 20 ans⁸. Le déficit financier important explique l'agenda politique de long terme adopté par le gouvernement égyptien en 2006 pour poursuivre le partenariat avec le secteur privé dans le but d'élever le niveau d'investissement dans les infrastructures du pays. Tel qu'il a été reporté par l'Unité Centrale des PPP (au sein du Ministère des Finances Egyptien), le gouvernement aurait besoin d'allouer entre 5,5 et 7% de son PIB annuel (environ 13 milliards de US\$) pour couvrir les besoins en infrastructure, dont 10 à 15% pourraient être mobilisés à travers les partenariats publique-privé.

Considérant l'importance des investissements nécessaires pour le secteur de l'eau et le déficit financier qui l'accompagne, inclure le secteur privé a formé une option constante de la politique internationale. Dans les pays Sud-Méditerranéens, il est enregistré une modeste implication, bien que grandissante, du privé dans le secteur de l'eau. A une échelle mondiale, alors que les années 90 étaient principalement autour des services de l'eau (74% des nouveaux projets entre 1991-2000), dans les dernières décennies, la

⁴ The Millennium Development Goals Report, 2012,

<http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2012/English2012.pdf>

⁵ MENA Conference on Infrastructure Reform and Regulation, Amman, 7-8 Dec. 2009,

http://www.ppiarf.org/sites/ppiarf.org/files/publication/MENA%20Infr.%20Reg.%20Forum_Conference%20Proceedings.pdf

⁶ Ministry of Planning and International Cooperation of Jordan, Executive Development Program

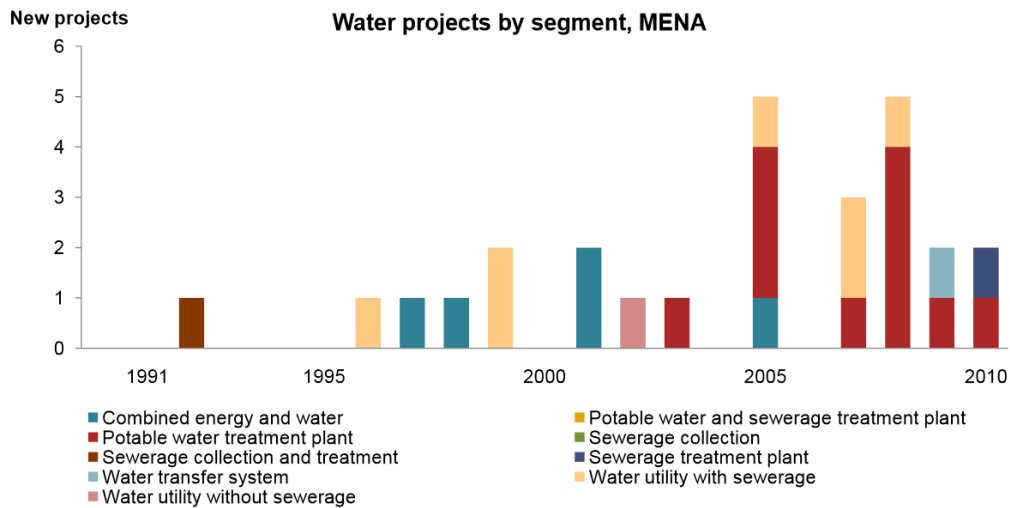
2011-2013, <http://www.mhplants.gov.jo/uploads/22011.pdf>

⁷ The full assessment for Lebanon is attached in Annex 8

⁸ The full assessment for Egypt is attached in Annex 7

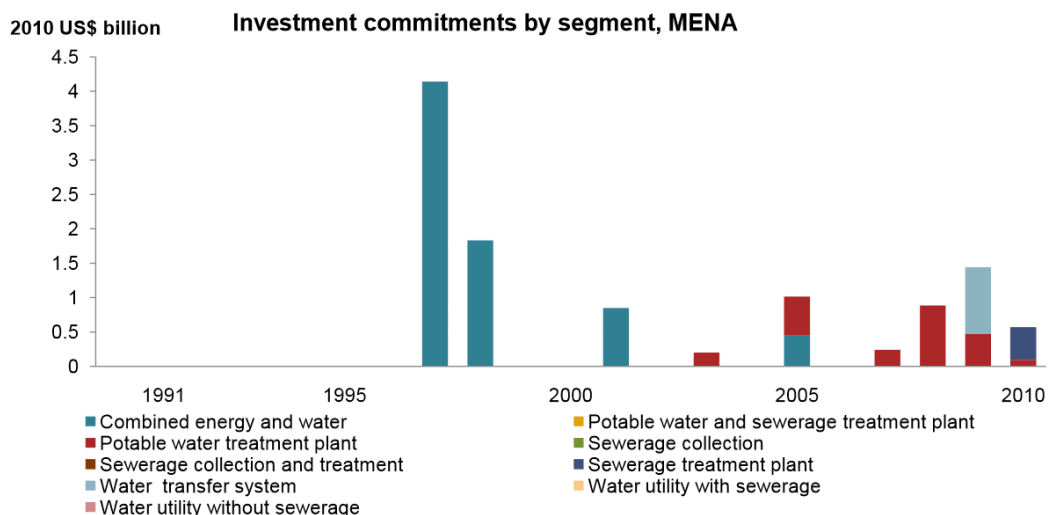
majorité des nouveaux projets de l'eau concernent les stations d'épuration des eaux usées (242 ou 46% des nouveaux projets de l'eau entre 2001-2010)⁹. La même tendance est valide pour la région MENA, comme le montre ci-dessous les Figures 1 et 2.

Figure 1: Nouveaux projets dans les secteurs de l'énergie et de l'eau avec la participation privée dans la région MENA, par sous-secteur, 1990-2008



Source: World Bank and PPIAF, PPI Project Database

Figure 2: Engagements d'investissement dans les projets de l'énergie et de l'eau avec la participation du secteur privé dans la région MENA, par sous-secteur, 1990-2008



Source: World Bank and PPIAF, PPI Project Database

⁹<http://www.ppiaf.org/sites/ppiaf.org/files/documents/Review%20of%20PSP%20in%20water%20infrastructure%20over%20the%20last%2020%20years.pdf>

De ce qui précède, il devient évident que les partenariats public-privé peuvent jouer un rôle important pour combler le déficit d'investissement dans le secteur de l'eau. Jusqu'à présent, le Sud de la Méditerranée accuse du retard par rapport à d'autres régions du monde en termes d'engagements d'investissement pour les projets d'infrastructure privés. Cependant, l'expérience internationale a montré que des PPP bien conçus et considérant les aspects sociaux, peuvent conduire à des gains significatifs en termes d'efficacité, de bien-être, et d'amélioration du financement et de la fiscalité. Cela nécessite une planification minutieuse, une capacité du gouvernement, des procédures, de la connaissance et du suivi. Aussi, et afin d'attirer les investisseurs privés, il faut une bonne régulation, de la transparence, des systèmes de résolution de conflits bien structurés, etc.

La crise financière actuelle et persistante pose de sérieux défis pour les investissements et le financement. Ses impacts ont varié selon les régions et les groupes de revenu. Dans les pays du Sud de la méditerranée de nombreux projets ont été retardés en raison de cette crise. Cependant, à la différence de la crise financière des années 1990 où les investissements en infrastructure ont diminué de moitié, cette fois-ci les gouvernements n'ont pas réagi en coupant sensiblement les investissements dans les infrastructures. D'ailleurs beaucoup de pays ont augmenté ces dépenses¹⁰. Aujourd'hui, les gouvernements à travers le monde sont conscients du rôle crucial que joue l'investissement dans les infrastructures en matière de croissance économique et de réduction de la pauvreté et adhèrent au caractère urgent de la mise en œuvre des réformes appropriées pour atteindre cet objectif.

La combinaison des efforts pour améliorer l'efficacité, permettre l'optimisation des besoins de financement et l'élaboration de stratégies de financement, et faciliter la mobilisation de ressources financières supplémentaires, représente un facteur clé pour le développement durable et l'adaptation du secteur de l'eau dans les pays sud-méditerranéens. L'analyse précédente a tenté d'illustrer les goulots d'étranglement du nexus financement-gouvernance dans le secteur de l'eau. Il est à noter qu'un diagnostic clair de ces goulots d'étranglement n'existe pas encore. Tandis qu'en même temps, des plateformes multi-acteurs dédiées à ces questions existent rarement au sein et entre les pays. Un consensus sur la réforme et ses exigences et sur le plan d'action doit être atteint pour que les réformes dans le secteur de l'eau se produisent. Cela implique une analyse fondée et la facilitation des plateformes de discussion et de construction de consensus ainsi que l'accès aux expériences d'autres pays pour la réplique de bonnes pratiques.

Ayant ça en tête, et tenant compte des i) recommandations de la Conférence Ministérielle Euro-Méditerranéenne sur la Déclaration de l'Eau (mer Morte, décembre 2008), ii) objectifs de l'Union pour la Méditerranée (UPM) et la portée du travail de son Secrétariat, iii) du contexte des chapitres sur le financement de l'eau et la gouvernance de l'eau de l'ébauche de la Stratégie pour l'Eau en Méditerranée, ainsi que de la Stratégie Arabe de l'Eau, et (iv) la portée et le cadre opérationnel de la Composante Méditerranéenne de l'Initiative Européenne pour l'Eau (MED EUWI) ; le projet de l'OCDE / GWP-Med sur *la Gouvernance et le Financement pour le Secteur de l'Eau en Méditerranée* aspire à traiter et promouvoir l'action sur le *nexus financement-gouvernance* dans le secteur de l'eau en mettant l'accent sur le rôle potentiel du secteur privé. Dans cette perspective, les synergies et les partenariats stratégiques sont essentiels pour la large diffusion des résultats, le renforcement de l'action et la durabilité des efforts nationaux et régionaux. La 1^{ère} Conférence régionale qui aura lieu les 28-30 Octobre, à Athènes, en Grèce, vise à fortifier cet effort et à identifier des voies plausibles à suivre pour aller de l'avant.

¹⁰ http://www.ppiaf.org/sites/ppiaf.org/files/publication/MENA%20Infr.%20Reg.%20Forum_Conference%20Proceedings.pdf